

La formation, clé de la croissance pour la France en Afrique

POSTÉ PAR JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN LE 14 DÉCEMBRE 2014

« L'Afrique est un continent en forte **croissance**, sans décalage horaire »

Lionel Zinsou, PDG de PAI Partners

Vendredi 12 décembre, à l'Automobile club de **France**



Les **entreprises** françaises veulent stimuler la **formation professionnelle** en Afrique. Vendredi 12 décembre, le **Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN)** a réuni près de deux cents personnes à l'Automobile club de France pour expliquer comment il allait y contribuer. Ses membres constatent tous les jours sur le terrain l'écart profond qui existe presque partout entre les formations offertes aux jeunes et les besoins de l'économie. Le fossé est particulièrement manifeste pour des niveaux de qualification allant de bac – 3 à bac + 3.

Le CIAN a donc lancé une initiative visant à réunir des instituts de formation africains et des entrepreneurs. Intitulé RH Excellence Afrique, il démarrera l'an prochain avec 15 établissements et 26 sociétés établis dans huit pays francophones, avec l'ambition de s'étendre à l'Afrique anglophone et à l'Afrique lusophone ainsi qu'au Maghreb. Les entreprises participeront aux choix de certains programmes de formation des établissements, en fonction des besoins de l'économie locale ou régionale. Les cursus de formation seront sanctionnés par un label de certification reconnu par tous les partenaires. Le CIAN s'engage par ailleurs à faire le lien entre les établissements formateurs et les bailleurs de fonds publics internationaux, telles que l'Union européenne, la Banque africaine de développement (BAD) ou l'Agence française de développement (AFD).

Soucieux d'enraciner ce programme en Afrique, le CIAN a fait appel à Lionel Zinsou, économiste franco-béninois ayant fait carrière notamment comme banquier d'affaires – il est aujourd'hui le **PDG de PAI Partners**. Dans la continuité d'une Conférence pour un nouveau partenariat entre l'Afrique et la France qui s'est déroulée à Paris en décembre 2013, ce dernier a accepté d'organiser, avec le soutien

du gouvernement français, la création d'une [Fondation franco-africaine pour la croissance](#). C'est cette fondation qui hébergera, en Afrique, l'organisme créé par le CIAN.

>Lire : Rapport Védrine-Zinsou sur les enjeux économiques en Afrique

« La fondation est encore virtuelle » a reconnu dans un sourire Lionel Zinsou, vendredi 12 décembre, dans l'auditorium comble de l'Automobile club de France. « Elle existera quand elle sera financée. Elle est dans la phase de levée de fonds avec un objectif de création en février 2015. Mais l'Inspection générale des Finances et l'Agence française de développement y travaillent depuis un an. Trois personnes la mettent sur pied, plus moi, plus François Hollande, plus ses homologues africains réunis l'an dernier. Elle jouera un rôle de Forum permanent, de réseau social d'entreprises, pour appuyer les initiatives de terrain, développer les synergies, faire monter de nouveaux acteurs. La formation du capital humain comptant parmi ses premiers objectifs, nous sommes particulièrement heureux que le premier programme que nous soutenions soit celui élaboré par le CIAN. Nous allons contribuer à le 'panafricaniser' ».

« Une croissance durable, structurelle, endogène »

« L'Afrique connaît depuis plusieurs années une croissance indéniable, durable, structurelle, et non pas conjoncturelle ou cyclique », assure-t-il. « On va le constater en 2015, avec le contrechoc des prix des matières premières. On va voir que la croissance sur le continent n'est pas liée au prix des matières premières, que c'est une croissance endogène, provoquée par la consommation des classes moyennes supérieures, qui achètent des biens et des services. Les deux secteurs qui créent le plus d'emplois actuellement à l'échelle du continent sont les télécoms et les services financiers ».

« Les entreprises françaises doivent accélérer pour être dans le rythme »

« La France s'en est enfin rendu compte, elle qui a tant besoin de croissance », poursuit Lionel Zinsou. « L'Afrique est un continent sans décalage horaire qui a une croissance cinq fois supérieure à celle de l'Europe. Il y a un an, François Hollande a fixé comme objectif que les échanges entre la France et l'Afrique soient multipliés par deux en cinq ans, alors que le rythme actuel est un doublement en dix ans. En fait, les exportations/importations de/vers l'Afrique augmentent presque quatre fois plus vite que la croissance du Produit intérieur brut (PIB). C'est d'ores et déjà une des régions où la hausse des exportations françaises est parmi les plus vigoureuses. Mais les entreprises françaises doivent encore accélérer pour être dans le rythme. Cela aura bien sûr un impact positif sur la croissance en France ».

« Le problème dramatique de la formation et de l'accès à l'emploi »

« Il y a, cela dit, des goulots d'étranglement », note l'homme d'affaires. « La croissance africaine est en surchauffe du fait des inégalités croissantes et du problème dramatique de la formation et de l'accès à l'emploi. Aujourd'hui, il faudrait des moyens considérables pour absorber les 12 millions de jeunes qui arrivent chaque année à l'âge de travailler. C'est aussi un enjeu de société et de sécurité. Il s'agit de créer les structures capables d'alphabétiser, de former, de socialiser toutes ces nouvelles classes d'âge, puis de générer des embauches pour qu'elles ne soient pas frustrées d'emplois, de revenus réguliers et contraintes à s'installer dans le secteur informel. Sinon, il y aura des mouvements sociaux et politiques incontrôlables ».

« La faiblesse des dépenses publiques »

« Pour que la croissance économique soit vraiment inclusive, soutenable, égalitaire, il faut qu'elle soit équilibrée, de qualité, grâce notamment au développement de l'éducation et des droits sociaux », ajoute-t-il. « Or la part des dépenses publiques dans le PIB africain est trois fois plus faible qu'en France. Les États africains ne peuvent pas produire à eux seuls les biens publics fondamentaux que sont l'éducation, la santé, la sécurité ».

« Le manque de qualifications, normal au rythme où les jeunes arrivent »

« C'est aussi un besoin des entreprises », souligne Lionel Zinsou. « Nous avons interrogé des entreprises françaises et africaines, et toutes ont souligné une priorité pour que la croissance se poursuive et s'améliore : avant les capitaux, avant la technologie, avant la réglementation, elles ont toutes mentionné la formation et les ressources humaines. Les entreprises africaines ressentent encore plus vivement ce besoin que les multinationales, car celles-ci internalisent la formation professionnelle. Le manque de qualifications, c'est normal, au rythme où les jeunes arrivent. Mais c'est un sujet à prendre à bras le corps ».

« Les entreprises françaises, parmi les premiers employeurs en Afrique »

« Sur ce sujet, ma conviction, c'est que le dialogue souverain, d'État à État, ne suffit pas », explique-t-il. « Ce sont les opérateurs de terrain qui ont les informations les plus pertinentes : acteurs économiques, collectivités locales et territoriales, associations... Il faut qu'ils soient davantage associés. Les entreprises sont particulièrement attendues, du fait de leurs besoins opérationnels et de leur responsabilité sociale. Et les entreprises françaises ont un rôle capital du fait qu'elles sont parmi les tout premiers employeurs en Afrique et qu'elles possèdent les tout premiers stocks d'actifs, avec les entreprises britanniques et américaines. Elles jouent un rôle très important dans le secteur formel et peuvent être des acteurs du changement ».

« La France est attendue sur l'enseignement à distance »

« L'Afrique a besoin de débouchés, de facteurs de production, de formation », conclut Lionel Zinsou. « La France est attendue sur les questions de formation et ses entreprises ou établissements spécialisés devraient jouer collectivement, 'chasser en meute'. L'enseignement à distance doit être développé de façon accélérée, par exemple en créant des clubs sectoriels – les clusters. Aider les capacités de formation locale aujourd'hui en Afrique, ce n'est pas seulement élever les murs d'une classe d'école ou d'un amphithéâtre universitaire. C'est aussi créer des contenus disponibles à distance. Des deux côtés, sur les deux continents, les entreprises sont en tout cas prêtes à contribuer beaucoup plus largement au développement de la formation ».

POSTÉ PAR JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN LE 14 DÉCEMBRE 2014